

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Zurich, le 14 septembre 2017

Les États-Unis et la Grande-Bretagne sont appelés à rendre publiques leurs archives militaires sur la localisation de toutes les armes immergées au fond des mers et océans.

Les munitions conventionnelles et chimiques immergées doivent être renflouées

Après la Seconde Guerre mondiale, les Alliés (États-Unis, Royaume-Uni, France et URSS) ont récupéré des munitions allemandes non utilisées. Ces stocks d'environ 300'000 tonnes d'armes chimiques – dont 39% d'ypérite (gaz moutarde), 18% de tabun (gaz neurotoxique), 11% de gaz lacrymogène et 9% de phosgène. À la Conférence de Potsdam, les Alliés prirent la décision d'immerger ces substances de combat chimiques dans l'Atlantique, à plus de 1000 mètres de profondeur. Malheureusement, cet accord n'a pas été respecté et on sait que ces munitions chimiques ont été immergées parfois à seulement dix mètres de profondeur dans la mer du Nord, la mer Baltique et la mer Méditerranée. Selon le scientifique russe Alexander Korotenko, entre 2020 et 2060 il faut s'attendre à ce que les substances chimiques se répandent dans la mer sous l'effet de la corrosion des conteneurs de munitions. Une émanation de 16% des substances suffirait pour rayer de la carte toute vie dans la mer Baltique.

Une étude prouve la présence d'armes chimiques immergées dans les Caraïbes

Dans les Caraïbes, au sud de l'île de Vieques (Porto Rico), quelque 20 tonnes d'armes chimiques (gaz moutarde, chlorure de cyanogène et tabun) ont été immergées à env. 610 mètres de profondeur. C'est ce que prouve une étude sur les effets sur la santé des armes chimiques immergées à Vieques, menée à l'initiative de Green Cross Suisse sous la direction du Dr Hans Sanderson, de l'université d'Aarhus (Danemark). Comme en mer Baltique, ces lieux doivent être signalés sur les cartes marines, afin de prévenir les dommages corporels causés aux pêcheurs par les substances chimiques et la mise en circulation de produits de la pêche contaminés. Cette étude indique aussi que les résidus de munitions conventionnelles augmentent le risque de cancer de la population locale de Vieques. Selon Nathalie Gysi, directrice de Green Cross Suisse, outre les produits de la pêche provenant de ces sites de stockage immergés et de leurs environs, aussi la consommation de céréales, légumes-feuilles et produits laitiers produits à Vieques est dangereuse. Seuls les résultats d'analyses de prélèvements réalisés avec soin, permettraient de lever cette alerte. Outre le risque élevé de cancer lié au benzo(a)pyrène, d'autres risques pour la santé peuvent être causés par l'explosif TNT (trinitrotoluène). Le TNT a aussi une influence néfaste sur la reproduction animale. À son tour, la présence du très toxique hexogène (RDX), qui attaque le système nerveux, a été décelée en quantités dangereuses pour la santé. Au vu des conclusions de cette étude, il conviendrait aussi d'envisager le renflouement des 8000 tonnes de munitions d'artillerie et de résidus de munitions immergées entre 1948 et 1967 dans les lacs de Thoune, Brienz et des Quatre-Cantons.

L'étude peut être téléchargée sur greencross.ch/en/news-info-en/case-studies/sunken-munition/.

Exigence de divulgation des archives militaires sur les munitions immergées

Les cimetières immergés de munitions conventionnelles et chimiques situés près des côtes de la mer Baltique et de la mer du Nord, peuvent avoir des conséquences autrement plus graves qu'à Porto Rico. En collaboration avec toute une série de scientifiques, depuis déjà longtemps Green Cross Suisse a prévu, dans le cadre de son programme de désarmement,

le renflouement des armes conventionnelles et chimiques immergées, et exige des États-Unis et de la Grande-Bretagne la publication de leurs archives militaires jusqu'à présent tenues secrètes. Pour pouvoir renflouer et retraiter d'une manière écologique les munitions immergées dans la Mer Baltique d'ici 2020, les États-Unis et la Grande-Bretagne doivent permettre l'accès aux cartes marines où sont localisées les armes immergées, conservées dans les archives militaires.

Le défi est de taille dans les mers septentrionales européennes, avec leurs zones sensibles du Skagerrak et de la mer Baltique, en raison de leurs eaux peu profondes et de leur isolement. L'absence de règles internationales régissant les responsabilités et l'accès limité aux archives militaires indiquant les lieux des dépôts, freinent la résolution des problèmes et la publication d'informations aux populations concernées.

Depuis toujours, Green Cross Suisse soutient la destruction des armes chimiques et travaille en étroite collaboration avec l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OPCW) et ses États membres. Pour instaurer un climat de confiance dans la population, Green Cross a géré douze bureaux d'information à proximité des communes de stockage d'armes chimiques et, à travers des processus de médiation, a largement contribué à la création d'un consensus entre l'État et les communes locales en Russie et aux États-Unis.

Par le biais de ses programmes de Désarmement et de Médecine sociale, Green Cross Suisse s'engage pour la maîtrise des dommages consécutifs aux catastrophes industrielles et militaires. Sur le terrain, Green Cross Suisse s'engage pour l'abandon mondial de l'énergie nucléaire et, à travers son programme de Désarmement, veille à l'élimination sûre et écologique des armes nucléaires et chimiques. Des tables rondes axées sur les zones libres d'armes de destruction massive visent à l'extension du traité de non-prolifération des armes nucléaires à un traité de désarmement nucléaire.

Pour toute information complémentaire, veuillez vous adresser à Nathalie Gysi, directrice de Green Cross Suisse, au tél. +41 79 620 18 14.